



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

Règlement de la Consultation (RC)

Type de procédure : Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

MARCHE DE SERVICES

Référence de la consultation : **AOO-26049**

ASSURANCES DES ETABLISSEMENTS DU GHT 44 (20 LOTS)
**Responsabilité Hospitalière, Protection Juridique, Atteinte à
l'environnement, Risques Professionnels, RIPH et Risque Statutaire**

Date et heure limites de réception des offres (DLRO) :
14/09/2026 à 12h00

Pour les demandes de renseignements complémentaires (cf. Article VII)

- **Date limite de dépôt des questions : 30/08/2026**
- **Date limite de transmission des réponses : 08/09/2026**

ECHANGES & REPONSES DEMATERIALISES OBLIGATOIRES

SOMMAIRE

ARTICLE I – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
II.1 Intitulé.....	3
II.2 Description du marché	4
II.2.1 Division en lots	4
II.2.2 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)	4
II.2.3 Forme du contrat.....	4
II.2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E.)	5
II.3 Durée du marché et reconduction	5
II.4 Lieu d'exécution ou lieu de livraison	5
ARTICLE III – MODALITES DE LA CONSULTATION	6
III.1 Contenu du dossier de consultation.....	6
III.2 Mise à disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique.....	7
ARTICLE IV - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	8
IV.1 Délai minimum de validité des offres.....	8
IV. 2 Contenu de l'enveloppe	8
IV.2.1 Contenu de la « CANDIDATURE ».....	8
IV.2.2 Contenu de l'« OFFRE »	9
IV.3 Forme juridique du soumissionnaire.....	10
IV.4 Sous-traitance	11
IV.5 Remise des plis par voie électronique	11
ARTICLE V- MATERIELS DE DEMONSTRATIONS –ESSAIS – VISITE DE SITE.....	13
ARTICLE VI – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	14
VI.1 Ouverture des plis.....	14
VI. 2 Modalités de vérification des conditions de participation.....	14
VI.3 Examen des offres.....	14
ARTICLE VII – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	19

ARTICLE I – POUVOIR ADJUDICATEUR

Représentant du pouvoir adjudicateur :	CHU DE NANTES Etablissement support du GHT44 Le Directeur Général du CHU de Nantes
Adresse :	5 allée de l'île glorieuse 44093 Nantes cedex
Adresse électronique :	bureau.desmarches@chu-nantes.fr
Adresse du profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr
Adresse internet	http://www.chu-nantes.fr
Référent Administratif et Technique :	Gautier MADDALON
Téléphone :	02 53 48 26 42
Adresse électronique :	gautier.maddalon@chu-nantes.fr

Le marché public fait l'objet d'une procédure conjointe (groupement de commandes): ☐ oui ☒ non

Le marché public est attribué par une centrale d'achat : ☐ oui ☒ non

ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION

II.1 Intitulé

La présente consultation a pour objet l'Assurance des établissements du GHT 44 ; Les prestations d'assurance concernées sont l'assurance Responsabilité Hospitalière, la Protection Juridique, l'Atteinte à l'environnement, les Risques Professionnels, RIPH et le Risque Statutaire.

Elle concerne les besoins des établissements suivants du GHT44 (cf. article 1 du CCAP n° AOO-26049) :

- CHU de Nantes
- CH de Saint-Nazaire
- CH de Chateaubriant - Nozay - Pouancé
- CH Erdre et Loire
- CH de Savenay
- CH Pierre Delaroche - Clisson
- Hôpital intercommunal de la Presqu'île de Guérande - Le Croisic
- Hôpital intercommunal du Pays de Retz - Pornic
- CH de Maubreuil - Saint-Herblain
- CH Sèvre et Loire - Vertou - Le Loroux Bottereau
- CH Daumézou - Bouguenais
- Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord (EPSYLAN)
- CH de Corcoué sur Logne

II.2 Description du marché

II.2.1 Division en lots

- Prestations divisées en lots : ☒ Oui ☐ Non

→ Cf. article 2 du CCAP

– Il est possible de soumettre des offres pour :

☒ un seul lot ☐ un nombre maximum de.....lots ☒ tous les lots

- Le nombre de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire est limité : ☐ Oui ☒ Non

L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché.

II.2.2 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

	Catégorie	Désignation
Objet Principal	66510000-8	Services d'assurance
Objet supplémentaire		

II.2.3 Forme du contrat

Le contrat conclu est :

Un marché : ☒ (lots 1 à 7 - 9 à 20)	Un accord-cadre : ☒ (lot 8)
---	---

L'accord-cadre est conclu avec :

Un seul opérateur économique : ☒	Plusieurs opérateurs économiques : ☐ Nombre maximum d'opérateurs :
--	--

L'accord-cadre s'exécute par :

Emission de bons de commande : ☒	Conclusion de marchés subséquents : ☐	Emission de bons de commande et conclusion de marchés subséquents ☐
--	--	--

Les modalités de passation des bons de commande sont décrites dans le CCAP n°AOO-26036.

L'accord-cadre est conclu :

☐ Avec un minimum et maximum en valeur ou en quantité, en application du 1° de l'article R2162-4 du Code de la commande publique

☒ Avec seulement un maximum en valeur ou en quantité, mais sans minimum, en application du 2° de l'article R2162-4 du Code de la commande publique.

Le montant maximum est fixé à 400 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions incluses).

II.2.4 Variantes

Des variantes à l'initiative des soumissionnaires sont-elles autorisées ? ☐ Oui ☒ Non

Des variantes à l'initiative de l'acheteur sont-elles exigées (solutions alternatives)? ☒ Oui ☐ Non

Lot	Assurance	Etablissement	REF_VARIANTE	VARIANTE
1	Responsabilité Civile	CHU de Nantes	VARIANTE1.1	Franchise 250 000 € / sinistre Stop Annuel 4 M€
			VARIANTE1.2	Franchise 500 000 € / sinistre Stop Annuel 5 M€

La remise de l'offre de base et des deux offres variantes sont obligatoires.

II.2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E.)

Le C.H.U reste libre de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles au moment de la signature du marché public.

Des P.S.E. à l'initiative de l'acheteur sont-elles envisagées ? ☒ Oui ☐ Non

- Si oui, sont-elles obligatoires ? ☒ / facultatives : ☐

-Caractéristiques des PSE attendues :

Lot	Assurance	Etablissement	REF_PSE	PSE
11	Risques Statutaires	CH de Saint-Nazaire;	PSE11.1	IJ après AT/MP - F 90J
14	Risques Statutaires	CH Daumézou - Bouguenais;	PSE14.1	Couverture Décès
16	Risques Statutaires	CH de Savenay;	PSE16.1	IJ après AT/MP - F 90J
20	Risques Statutaires	CH Sèvre et Loire - Vertou - Le Loroux Bottereau;	PSE20.1	IJ après AT/MP - F 90J

II.3 Durée du marché et reconduction

→ cf. article 5 du CCAP n°AOO-26049

II.4 Lieu d'exécution ou lieu de livraison

→ cf. Annexe 2 « Facturation » du CCAP - adresse de l'établissement.

ARTICLE III – MODALITES DE LA CONSULTATION

III.1 Contenu du dossier de consultation

- La lettre de candidature (formulaire DC1),
- La déclaration du candidat (formulaire DC2),
- Le présent Règlement de la consultation n°AOO-26049
- Cadre de réponse technique - Lots 1 à 5
- Cadre de réponse technique - Lot 9
- Cadre de réponse technique - Lot 10
- Cadre de réponse technique - Lots 11 à 20
- L'acte d'engagement (formulaire ATTR1) et ses annexes
 - Annexe financière du lot concerné (6 annexes)
 - NB : les lots suivants comportent un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) :
 - Lot 1- Responsabilité Civile CHU de Nantes
 - Lot 8 – Individuelle Accident
 - Lot 9 – RIPH
 - Annexe liste des réserves commune à tous les lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°AOO-26049 et ses annexes:
 - Annexe 1 : RGPD
 - Annexe 2 : Facturation
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) n°AOO-26049
 - Le CCTP commun aux lots 1 à 5,
 - Le CCTP du lot 6 Protection Juridique,
 - Le CCTP du lot 7 Atteinte à l'environnement,
 - Le CCTP du lot 8 Individuelle Accident,
 - Le CCTP du lot 9 RIPH,
 - Le CCTP commun aux lots 10 à 20 dédiés aux Risques Statutaires.
- Dossier des Pièces techniques dont le lien d'accès et le contenu sont détaillés dans l'annexe au présent règlement de consultation :
 - Annexe LISTE ANNEXES CCTP_PIECES TECHNIQUES DCE

Le CHU de Nantes se réserve la possibilité d'apporter **au plus tard 6 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, **des modifications de détail** au dossier de consultation. Le délai de remise des offres sera éventuellement revu en conséquence.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

III.2 Mise à disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique

Le dossier de la consultation est mis, gratuitement, à disposition à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et via le lien vers la plateforme SEAFILE intégré dans l'annexe au règlement de la consultation (pour télécharger les pièces techniques).

Il est recommandé aux candidats de s'identifier (adresse mail de référence) afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du CHU de Nantes ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Le mode de transmission par voie électronique est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle, ...).

ARTICLE IV - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

IV.1 Délai minimum de validité des offres

4 mois à compter de la date limite de réception des offres

IV. 2 Contenu de l'enveloppe

Chaque opérateur économique doit produire un dossier de candidature et une offre complète comprenant l'ensemble des pièces visées ci-dessous.

IV.2.1 Contenu de la « CANDIDATURE »

L'utilisation en ligne du DUME est fortement préconisée mais le candidat peut répondre en candidature classique.

- **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (DUME) :**

Le DUME est une déclaration sur l'honneur sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne dans le cadre du principe du « dites-le nous une fois » qui peut être utilisé en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

Ce formulaire est à renseigner sur la plateforme des achats de l'Etat (cf. guide d'utilisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>). En cas de co-traitance, se reporter au même guide d'utilisation.

- **DOCUMENTS DE LA CANDIDATURE CLASSIQUE :**

1. **La lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 ou format libre)**, dûment complétée par le candidat et par chacun des cotraitants en cas de groupement, précisant :

- L'objet de la candidature et le ou les lots concernés,
- La dénomination sociale du candidat, son adresse et ses coordonnées (téléphone, courriel),
- Si le candidat se présente seul ou en groupement, dans ce dernier cas préciser la forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire,
- La déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande publique et notamment qu'il est en règle des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2. **Les renseignements pour chaque candidat unique ou pour chaque membre du groupement permettant d'apprécier que le candidat dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché (formulaire Dc2 ou format libre) :**

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Intitulé du document + Nom du candidat ou membre du groupement
Lettre de candidature dûment complétée selon que le candidat est un candidat individuel ou en groupement (format libre ou DC1)
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.5212-11 du Code du travail
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Un document prouvant la capacité du signataire à engager la société (KBis par exemple, délégation de signature)
Les intermédiaires en assurance fourniront les attestations d'assurance et de garanties financières conformes aux dispositions du livre V, titre 1 du Code des assurances relatif à l'intermédiation en assurance
Les intermédiaires en assurance fourniront le mandat de la société d'assurance qu'ils représentent. Ce mandat indiquera expressément l'étendue des pouvoirs des mandataires
Les assureurs devront indiquer la liste des branches d'activités (Insurance Classes) pour lesquelles ils ont obtenus un agrément administratif.
Un document prouvant la capacité du signataire à engager la société (KBis par exemple, délégation de signature)

➤ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
Les assureurs indiqueront le montant de leurs fonds propres, leur ratio de solvabilité et leurs notations financières éventuelles.

➤ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

La prestation est réservée à une profession déterminée : ☒ oui ☐ non

Deux catégories : les entreprises d'assurance définies selon l'article L310-1 du code des assurances et les intermédiaires en assurance comme défini à l'article L5111-1 du Code des Assurances.

IV.2.2 Contenu de l'« OFFRE »

➤ Un acte d'engagement **par lot** (formulaire joint pré-rempli),

Il est souhaité un acte d'engagement (formulaire ATTR11) complété et signé (**signature en format PADES conseillée**) électroniquement au moment de la remise de l'offre et ce afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public.

Il est également demandé de transmettre la version *word* par lot dûment complétée de l'acte d'engagement.

NB : En cas de signature, le candidat doit impérativement remettre un rapport de signature valide associé au fichier signé.

Intitulé du document	
Pour chaque lot, l'Acte d'Engagement et ses annexes : - Annexe Financière - Annexe Réserves L'annexe financière inclut un DQE pour les lots suivants : Lot 1, Lot 8 et Lot 9	A compléter – Excel – et à transmettre en Excel et PDF <i>Annexe AE_BPU_Annexefl_AOO-26049_NomFournisseur</i>
Mémoire technique Un mémoire technique précisant a minima les éléments suivants : La nature et l'étendue des garanties, franchises, plafonds, exclusions au regard du CCP Les modalités de gestion des contrats et des sinistres Les prestations associées : amélioration de la sinistralité, assistance juridique, suivi des prestations... Les moyens informatiques et techniques dédiés Les moyens humains et l'organigramme de l'équipe dédiée pour la gestion des sinistres et leurs suivis.	A transmettre en PDF
Pour les lots 1 à 5 : un cadre de réponse technique Pour le lot 9 : un cadre de réponse technique Pour le lot 10 : un cadre de réponse technique Pour les lots 11 à 20 : un cadre de réponse technique	A compléter et à transmettre <i>CRT_AOO-26049_NomFournisseur</i>
RIB	A transmettre
Les conditions générales et spéciales du candidat applicables	A transmettre
Les pouvoirs d'engager la société	A transmettre

Le pouvoir adjudicateur conseille vivement au soumissionnaire de préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires et à justifier par note détaillée écrite les motifs de couverture de ces éléments. Cette démarche facilitera le respect du secret des affaires par le CHU de Nantes, le cas échéant.

IV.3 Forme juridique du soumissionnaire

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à participer à la procédure. Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigé à l'article IV.2 du présent Règlement de la consultation.

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : ☒ oui ☐ non
- En qualité de membres de plusieurs groupements : ☒ oui ☐ non

Forme juridique imposée aux groupements d'opérateurs économiques après attribution du marché :

☐ oui ☒ non

IV.4 Sous-traitance

Le soumissionnaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du contrat. Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit au CHU de Nantes une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) le cas échéant les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du (des) marché(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

IV.5 Remise des plis par voie électronique

Les opérateurs économiques devront **obligatoirement remettre leur candidature et leur offre par voie électronique et exclusivement sur le profil acheteur** de l'établissement avant la date et l'heure limite de réception des offres, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (dite plate-forme « PLACE »). **Aucune autre forme de transmission par voie électronique (ex : par courrier électronique) ne sera acceptée.**

NB : Avant de déposer un pli, il est recommandé de parcourir les rubriques « Aide » & "Se préparer à répondre" à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

CONSEILS POUR PERMETTRE UN DEPOT DANS DE BONNES CONDITIONS :

Mentionner l'adresse mail de contact, dûment orthographiée, à utiliser dans le cadre des échanges de la consultation jusqu'à la notification.

Anticiper la demande de certificat de signature électronique par rapport à la date limite de réception des offres. Liste des prestataires de service de confiance : <https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

Nommage des fichiers

Il est souhaité que l'opérateur économique précise le NOM DE LA PIECE (exemple DC1, Attri1, ...) puis le NOM DE LA SOCIETE. Exemple : « DC1_SOCIETE »

Nommage des fichiers et dossiers

Il est conseillé d'éviter :

- Les accents et tous les caractères spéciaux
- Les intitulés trop longs

Arborescence et zippage des dossiers

Il est conseillé de zipper le moins possible les dossiers et d'éviter les arborescences trop complexes (cascades de dossier) pour éviter les échecs de dépôt.

Signature des fichiers

- Si le candidat signe son offre, il lui est demandé de se limiter à la signature de l'acte d'engagement.

- ⇒ **Inutile de signer les pièces de candidature ou les pièces techniques.**
- ⇒ **Ne pas signer les dossiers.**

- **Seuls les certificats de signature électronique conformes au règlement eIDAS** sont autorisés; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES

- En cas de modification du document après signature au format XAdES ou CAdES, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.

Rapport de signature à fournir

- Utilisation le dispositif de signature par la plate-forme PLACE

- Si utilisation d'un autre outil de signature électronique que celui de la plate-forme PLACE : communiquer le « mode d'emploi » permettant de procéder aux vérifications nécessaires de la signature électronique) contenant a minima :

- ⇒ La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- ⇒ L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Délais de transmission électronique

Il est conseillé d'anticiper le chargement des pièces afin de s'assurer que la transmission électronique des plis soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Spam/courrier indésirable

S'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde contient la candidature et l'offre.

Le candidat qui effectue à titre de copie de sauvegarde une transmission sur support papier ou sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis. Cette copie de sauvegarde doit être envoyée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

**Département Achats Prestations et Moyens Généraux
Direction des Achats - Maison Relais
CHU de Nantes - Hôpital St Jacques
85 RUE SAINT JACQUES
44093 NANTES Cedex 1**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans un des deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le CHU de Nantes dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique,
- Lorsqu'une candidature et une offre ont été transmises par voie électronique, mais ne sont pas parvenues au CHU de Nantes dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'ont

pas pu être ouvertes par le CHU de Nantes, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le CHU de Nantes.

Afin de réduire les délais de notification, les opérateurs économiques sont invités à mettre régulièrement à jour sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> les attestations fiscales et sociales.

ARTICLE V- MATERIELS DE DEMONSTRATIONS –ESSAIS – VISITE DE SITE

Sans objet

ARTICLE VI – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

VI.1 Ouverture des plis

Les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R.2151-5 du Code de la Commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

VI. 2 Modalités de vérification des conditions de participation

Les modalités de vérification des conditions de participation se feront dans les conditions prévues à l'article R.2161-4 du Code de la Commande publique.

Aussi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

VI.3 Examen des offres

Chaque lot est attribué séparément. Un soumissionnaire peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

L'analyse et le jugement des offres seront effectués à partir des critères d'attribution indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

LOT N°1 à 5 : Responsabilité Civile

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

Lot 1 à 5	RCH
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	40
Valeur technique	60
A/ Nature et étendue des garanties	10
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	20
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

LOT N° 6 : Protection Juridique

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

	PJ
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	40
Valeur technique	60
A/ Nature et étendue des garanties	10
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	20
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). . Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

LOT N°7 : Atteinte à l'environnement

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

	Envi
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	40
Valeur technique	60
A/ Nature et étendue des garanties	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	20
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	10
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). . Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

LOT N°8 : RIPH

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

	RIPH
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	40
Valeur technique	60
A/ Nature et étendue des garanties	10
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	20
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). . Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

LOT N°9 : Risques Professionnels individuels Accident

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

	RP/IA
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	60
Valeur technique	40
A/ Nature et étendue des garanties	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	5
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	5
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). . Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

LOTS N°10 : Risques Statutaires

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

	RS Nantes
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	40
Valeur technique	60
A/ Nature et étendue des garanties	20
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	10
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). . Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

LOTS N°11 à 20 : Risques Statutaires

L'attention de chaque candidat est attirée sur le fait qu'une réserve formulée par lui, partielle ou intégrale, à l'application des pénalités prévues sera prise en compte dans l'appréciation de l'offre par la diminution de la note finale du candidat de 10 points.

	RS
Coût Global – critère jugé au regard du coût global indiqué dans le DQE lorsqu'il est demandé et en fonction de la prime TTC annuelle lorsque le DQE n'est pas demandé.	40
Valeur technique	60
A/ Nature et étendue des garanties	10
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Analyse des clauses et des réserves proposées afin de déterminer l'étendue des garanties (Activités Assurées et événements assurés, exclusions, montants garantis).	
B/ Qualité de l'Organisation, des moyens et services associés	30
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont : Gestion des contrats (facturation, paiement franchise, attestation assurance) les moyens affectés et l'équipe dédiée ; Services associés proposés (Formations, Recommandations de prévention des risques ...) Engagements de performance	
C/ Qualité de la Gestion des sinistres	20
Eléments d'appréciation : Voir le Cadre de Réponse Technique (CRT). . Pour les lots sans CRT, les éléments d'appréciation sont la méthodologie (expertise/ avocats, présentation des experts/ cabinets avocat, gestion des provisions, pilotage des provisions techniques, outils de pilotage et déclaration, CV gestionnaires sinistre)).	
Total	100

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées. Toutefois conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande publique :

- le CHU de Nantes se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié et à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses
- la Régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles

En aucun cas, la procédure ne pourra donner lieu à négociation. Le soumissionnaire dont l'offre est la mieux notée et arrive première au classement est retenue.

ARTICLE VII – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude du dossier de consultation, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 30/08/2026 une demande écrite via le profil acheteur du CHU de Nantes : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation et s'étant identifiées, **6 jours calendaires au plus tard** avant la date limite de remise des offres.
